



GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Représentation permanente
auprès des Nations unies à Genève

28^{ième} session du Conseil des droits de l'homme

Point 10 de l'ordre du jour

Dialogue interactif avec l'Experte indépendante sur la situation des droits de l'homme en République centrafricaine (24.3.2015)

Intervention du Luxembourg

Monsieur le Président,

Le Luxembourg s'associe à la déclaration prononcée par l'Union européenne.

Ma délégation salue Mme Keita Bocoum pour son excellent travail, ainsi que pour sa présentation.

L'année 2015 s'annonce comme une année charnière pour mener à bon port le processus de transition et mettre fin à la crise. Il y a exactement deux ans, jour par jour, que la coalition rebelle Séléka a pris le pouvoir. A suivi une situation inédite de violence exacerbée et de très grande instabilité. Malgré les progrès accomplis ces derniers mois, il importe de ne pas baisser la garde : la situation sécuritaire en RCA reste des plus instables, la situation humanitaire demeure gravement préoccupante et le processus politique n'avance que lentement et difficilement.

Dans ce contexte, le Luxembourg se félicite de l'organisation de consultations populaires, donnant au peuple centrafricain une voix dans la reconstruction de leur pays. Car le succès de la sortie de crise repose d'abord sur les Centrafricains qui doivent pleinement s'approprier le processus. Nous appelons à cet effet tous les acteurs de la transition à participer activement au dialogue politique, dans la perspective du Forum de Bangui sur la réconciliation nationale. La tenue de

prochaines élections libres, apaisées et inclusives consacrera l'aboutissement de la transition politique.

Monsieur le Président,

Il est impérieux que les responsables de violations des droits de l'homme et de droit international humanitaire soient traduits en justice. Compte tenu de la gravité des crimes commis contre les civils en RCA, la lutte contre l'impunité est cruciale. Pour l'heure, nous regrettons que la situation en RCA continue d'être caractérisée par une impunité généralisée. Nous saluons et soutenons à cet égard le travail de la CPI. Nous soulignons également qu'il est essentiel que le projet de loi sur la création de la Cour pénale spéciale soit adopté au plus vite par le Conseil national de transition (CNT).

Ma délégation appelle également les autorités à porter une attention particulière aux enfants, notamment ceux qui ont été recrutés et utilisés par des groupes armés. Il convient de multiplier les campagnes de sensibilisation et de continuer de faire pression sur les groupes armés pour qu'ils libèrent sans tarder les enfants présents dans leurs rangs et renoncent à associer des enfants aux hostilités.

De même, les efforts pour prévenir et lutter contre les viols et autres formes de violences sexuelles doivent être accrus et les actions pour traduire en justice les principaux auteurs d'actes de violence intensifiés afin que les victimes puissent être réhabilités.

Pour conclure, une question à Madame l'experte indépendante : la consolidation des institutions étatiques au travers d'actions d'assistance, notamment technique, doit permettre un renforcement de l'Etat de droit et par conséquent, contrecarrer le climat général de peur et d'insécurité. Quelles sont, selon vous, les institutions qui devraient bénéficier en priorité d'un tel soutien ?

Je vous remercie.